ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre provisoire et jusqu'à l'intervention des textes réglementaires portant réorganisation des offices coloniaux des changes, le fonctionnement de l'office local des changes dans les territoires relevant de l'autorité du gouverneur général de l'Afrique occidentale française et du commissaire de la République au Togo, est assuré par un organisme autonome placé sous l'autorité du gouverneur général.

ART. 2. — Le directeur général des finances est nommé directeur de l'office.

La succursale de Dakar de la B. A. O. est chargée de la gestion de l'office.

ART. 3. — Les modalités de fonctionnement sont précisées par les instructions ci-annexées.

ART. 4. — Le secrétaire général du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, le directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 15 septembre 1943.

Pour le gouverneur général en tournée,

*Le gouverneur, secrétaire général
chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,*

L. GEISMAR.

INSTRUCTIONS à annexer à l'arrêté portant institution d'un office local des changes en A. O. F. et au Togo.

1° — L'office colonial des changes constitue en Afrique occidentale française et au Togo un organisme autonome placé sous l'autorité du gouverneur général et agissant conformément aux instructions des commissaires aux finances et aux colonies.

L'office est seul habilité dans les conditions définies ci-après à effectuer toutes opérations d'achat et de vente de devises étrangères.

2° — Le directeur des finances de l'Afrique occidentale française est désigné comme directeur de l'office colonial des changes. Il doit, en cette qualité, exercer un contrôle sur les opérations de l'office, décider des autorisations de vente de devises et viser les licences d'importation et d'exportation délivrées par la direction des services économiques, après accord, le cas échéant, de la direction du blocus. Sont également soumises à l'autorisation du directeur des finances toutes autres opérations relevant de la réglementation sur les changes.

3° — L'agence de Dakar de la banque de l'Afrique occidentale française est chargée de la gestion de l'office colonial des changes.

Les opérations sont centralisées chez la banque dans des livres propres à l'office et dont la communication au directeur des finances ou à son délégué est de droit.

La banque se conforme aux instructions du directeur des finances en ce qui concerne la contexture des livres et la production des documents comptables.

4° — L'office colonial des changes prendra à l'origine en charge l'actif en devises des comptes ouverts chez les correspondants étrangers tant au nom de l'office colonial des changes Dakar que de la banque de l'Afrique occidentale.

5° — L'office reçoit une dotation initiale de 60 millions de francs provenant du trésor central du Comité français de la Libération nationale.

6° — Le rôle des banques intermédiaires agréées et leurs relations avec l'office colonial des changes restent fixés par les dispositions des textes en vigueur dans la colonie.

7° — Pour toutes matières non traitées dans la présente instruction, des directives seront données par le directeur de l'office colonial des changes agissant par délégation du gouverneur général.

Biens ennemis

ARRETE N° 3316 F. du 16 septembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'ordonnance n° 51 du 20 décembre 1942 interdisant les rapports avec les ennemis;

Vu l'ordonnance du 5 mars 1943 sur les pouvoirs de l'autorité administrative dans la conduite de la guerre économique;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucune aliénation à titre gratuit ou onéreux de biens de toute nature appartenant aux ressortissants de pays en guerre contre les nations unies, en ayant la libre disposition, ne peut avoir lieu sans l'autorisation de l'autorité administrative.

Jusqu'à un montant total de 50.000 francs, les autorisations ne pourront être refusées que pour une cause de dissimulation quelconque.

ART. 2. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles des peines prévues par l'article 8 de l'ordonnance du 5 mars 1943.

Dakar, le 16 septembre 1943.

Pour le gouverneur général en tournée,

*Le gouverneur, secrétaire général,
chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,*

L. GEISMAR.

(Rendu applicable au Togo par arrêté local n° 530 A. P. A. du 5 octobre 1943).

Caoutchouc

ARRETE N° 3353 S. E. du 18 septembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 15 septembre 1912, réglementant la fabrication, la circulation et la vente du caoutchouc coagulé, modifié par le décret du 26 juillet 1927;

Vu le décret du 11 janvier 1924, réglementant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des produits naturels de l'Afrique occidentale française, modifié par le décret du 17 janvier 1935;

Vu l'arrêté du 27 juin 1924 du gouverneur de la Guinée française fixant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation du caoutchouc et des palmistes en Guinée modifié par les arrêtés du 29 mars 1926 et du 26 mai 1930;